

Prise de parole : 1er mai 2019 Boulogne-Sur-Mer :

Le 1er mai est une journée d'action et de mobilisation internationale pour les droits des travailleur-se-s, le progrès social, la paix et la solidarité.

En ce jour du 1er mai 2019, qui aurait cru il y a un an que ce pouvoir aurait pu être gêné par un mouvement social ?

Le mouvement des gilets jaunes a mis en avant la réalité du travailleur pauvre, de celui qui n'arrive pas à joindre les deux bouts, de celui qui n'accepte pas que d'autres s'en mettent plein les poches en faisant travailler les autres. Cette réalité du quotidien, le président a du l'entendre. Ce mouvement rappelle à tous les salariés et à tous les privés d'emplois que pour obtenir des avancées sociales, la mobilisation et le rapport de force sont la seule voie de la négociation avec ceux qui ont tout !

Cependant, les avancées sont largement insuffisantes : le malaise social durera tant qu'il n'y aura pas une réelle redistribution des richesses et une véritable justice sociale. Cela passe par une augmentation des salaires, un SMIC revalorisé, une augmentation des prestations sociales, et des services publics à la hauteur des besoins. Comment peut-on accepter dans notre pays aussi riche que des personnes vivent dans la rue, que des personnes n'aient plus rien à manger le 10 du mois, que sans les associations d'aide, des personnes soient réduites à la mendicité ?

Les injustices sociales explosent et sont étroitement liées aux risques environnementaux que personne ne peut plus ignorer et qu'il faut prendre en compte. Réchauffement climatique, perte considérable de la biodiversité, épuisement des ressources naturelles...

Les dégradations sont nombreuses.

Les conséquences pour les populations sont de plus en plus dramatiques.

Le gouvernement doit agir sans délai et à grande échelle pour permettre la construction d'une société plus juste, plus solidaire, non discriminante qui réponde aux questions environnementales, sociales et de santé, sans les dissocier !

Parmi les amortisseurs des inégalités sociales, les services publics ont une place fondamentale.

Que l'on soit dans une métropole, dans une ville moyenne ou dans un village, ils doivent être les mêmes pour tous : ils sont le ciment de notre société. Que l'on soit pauvre ou riche, le même service est rendu. Réduire ou transformer les services publics en une entreprise privée est une aberration.

Alors quand le gouvernement remet en cause les services publics, quand il supprime des postes de fonctionnaires dans les hôpitaux, dans la justice, dans l'Éducation nationale, ce sont les services rendus aux usagers qui sont attaqués. Quand on pense à la rentabilité avant le service, on s'éloigne de l'objectif des services publics.

Le statut de la Fonction publique, c'est avant tout une garantie d'indépendance et de qualité du service rendu. Un fonctionnaire exécute sa mission en respectant les exigences décidées par la loi, la hiérarchie organise son travail mais ne peut pas exiger du fonctionnaire des passe-droits : égalité de traitement, neutralité, laïcité sont les fondements du travail du fonctionnaire.

Remettre en cause le statut de la Fonction publique, c'est remettre en cause le service rendu aux usagers !

Supprimer les instances de dialogue avec les représentants des personnels, c'est vouloir imposer des pratiques aux fonctionnaires :

Le statut général du fonctionnaire qui a gardé les mêmes fondements de nos jours a été créé en 1945, pour que les fonctionnaires travaillent dans l'intérêt de tous les français et non pour exécuter des ordres d'un gouvernement. L'intérêt général est ce qui guide le fonctionnaire et pas les intérêts particuliers.

Que je sois pauvre ou riche, j'ai droit au même service à l'hôpital public, à l'école ou à la justice !

Alors pour que ces fondements de la fonction publique ne soient pas remis en cause, tous les fonctionnaires seront en grève et dans la rue le jeudi 9 mai prochain. Et comme dans le privé, ils exigent des hausses de salaires, ils n'ont pas à payer les frais d'une politique en faveur des plus riches.

Nous serons à Boulogne à 9h30 à la bourse du travail pour exiger le respect des fonctionnaires et de la fonction publique.

L'Éducation sera fortement mobilisée car les réformes en cours sont inacceptables :

- pas acceptable que les enseignants ne puissent plus s'exprimer sur la qualité du service public,
- pas acceptable que l'on remette en cause les directeurs et directrices d'école,
- pas acceptable que l'on crée des écoles pour les plus favorisés, les écoles internationales et des écoles pour les autres, les établissements publics des savoirs fondamentaux
- pas acceptable que l'on ferme des écoles en milieu rural (on verra si le ministre tient ses promesses)
- pas acceptable que l'on trie les élèves pour l'accès à l'université et que l'on impose des droits d'inscriptions aux étudiants étrangers qui seront généralisées pour tous par la suite
- pas acceptable les réformes du lycée général et technologique et du lycée professionnel qui vont accentuer le tri social des élèves. Malheur à l'élève qui ne connaîtra pas le système éducatif ou qui aura fait les mauvais choix à 15 ans.
- pas acceptable que l'orientation ne soit plus donnée aux spécialistes que sont les psychologues de l'Éducation nationale

C'est pourquoi les personnels de l'Éducation nationale seront à nouveau dans la rue le 9 mai pour défendre la Fonction Publique et porter les revendications pour une école exigeante, de qualité et ouverte à tous. Les annonces de Blanquer ne sont pas à la hauteur des besoins en formation des jeunes de notre pays.

Et après la grève du 9 mai, les personnels de l'Éducation nationale manifesteront encore à Paris le samedi 18 mai pour exiger d'autres orientations pour l'école, le collège, le lycée et l'université.